



Chapitre 1 - L'impact de la crise de 1929: déséquilibres économiques sociaux

COURS



INTRODUCTION:

Provoquée par le krach de la bourse de Wall Street (à NY) en octobre 1929, ce que l'on a appelé "la Grande Dépression" est d'abord une crise financière avant de devenir une crise économique et sociale qui frappe de plein fouet la plupart des pays du monde avec des degrés de violences diverses; Certains états vont tenter de limiter les effets de cette crise en choisissant le protectionnisme qui va aggraver les effets de la crise.

Les effets sociaux de la crise, notamment le chômage de masse va déstabiliser de nombreux états, et les politiques vont dès lors tenter d'endiguer cette crise économique majeure en adoptant des politiques de relance de l'économie et vont mettre en place des mesures de protection sociale jusqu'alors inconnues.

Pourquoi le krach boursier de 1929 conduit-il à une crise mondiale ?

Quels moyens les Etats mobilisent-ils pour surmonter la crise ? Avec quels effets ?

1 Une crise née d'une prospérité factice.

A les années 20, des années "folles" ...

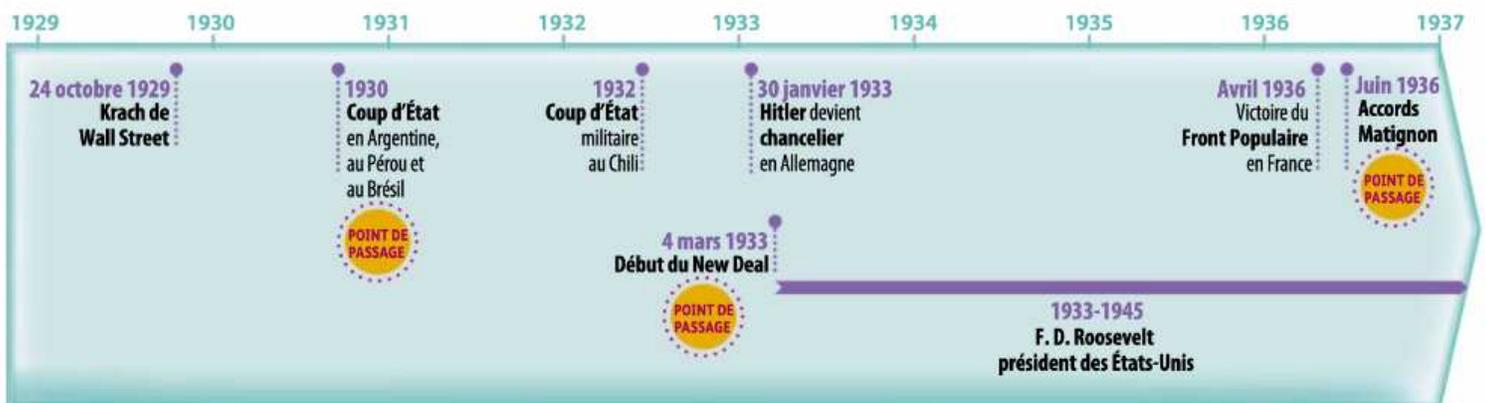
Pendant les années 1920, règne sur le monde un sentiment d'euphorie à mettre en parallèle avec la fin de la Première Guerre mondiale et la volonté de tourner définitivement cette page douloureuse pour les contemporains de cette période.

Cette décennie, souvent qualifiée d'« années folles » est dominée par une atmosphère de prospérité : la transformation des structures des entreprises et de développement du crédit favorisent la spéculation (spéculation : achat d'un bien en vue de réaliser un gain lors de sa revente).

Mais cette période de forte croissance va s'arrêter de manière très brutale : tout débute par une crise financière. Entre le 24 octobre 1929 (le « Jeudi Noir ») et le 29 octobre (le « Mardi Noir ») les valeurs de la bourse de New York à Wall Street s'effondrent.

A cela, plusieurs causes :

- L'augmentation rapide de la production ne s'est pas accompagnée d'une forte consommation des ménages et ce, en dépit d'un recours massif au crédit. Ainsi, les usines tournent à plein régime (surtout du fait de l'adoption des techniques de production liées au fordisme). La surproduction devient très vite dangereuse pour l'économie.
- Les inégalités de cessent de croître surtout aux États-Unis : en 1928, les 10% des ménages les plus riches concentraient plus de la moitié du revenu national.
- Enfin la culture de spéculation qui devient la règle dans le secteur financier et qui est alimenté par le crédit. La tendance à la hausse de l'indice de la place New-Yorkaise, incite les épargnants à s'endetter massivement afin d'acheter des actions qu'ils peuvent pouvoir revendre à la hausse, dégageant ainsi un bénéfice qui leur permettra de rembourser leur crédit et aussi récupérer une jolie plus-value. Mais cette bulle spéculative finit par exploser ...

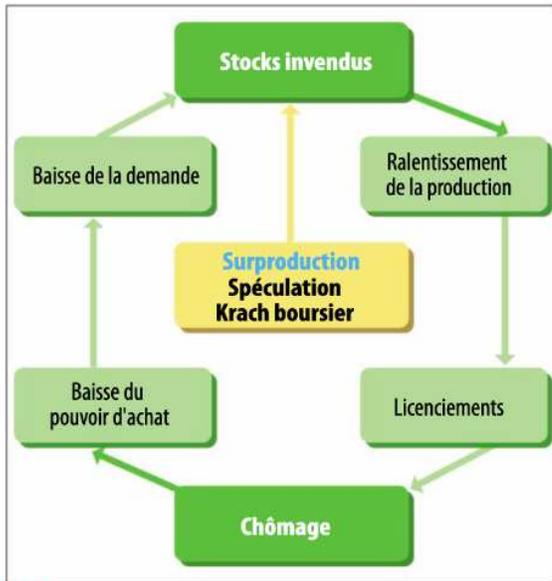


B Une crise américaine ...

1. La crise financière

Le matin du jeudi 24 Octobre, un vent de panique s'empare de Wall Street. En quelques heures 12 894 650 titres sont mis en vente mais certaines valeurs ne trouvent de preneurs à aucun prix. Les spéculateurs à l'annonce de cette chute des cours se précipitent pour vendre mais ils ne participent qu'à l'accélération du mouvement de chute des cours. 11 personnes s'étaient données la mort avant midi ce jour-là à Wall St...

Dès ce jour, ordre est donné par un consortium de grands banquiers de procéder à des achats massifs de titres afin de rassurer les spéculateurs et de prouver que les banques sont décidées à ne pas laisser se développer une situation chaotique dont elles seraient les premières victimes. La situation se calme, mais quelques jours plus tard, le Mardi Noir marque le jour le plus dévastateur du krach : volume de transactions inouï (plus de 16 millions de titres), pertes records. Cette baisse va se poursuivre jusqu'en 1932, pour atteindre un niveau inférieur à celui de 1921.



2 Les mécanismes de la crise de 1929 et ses conséquences

2. De la crise financière à la crise économique

Le krach boursier a détruit le système complexe du crédit sur lequel reposait en grande partie l'équilibre de l'économie américaine. Les débiteurs qui comptaient sur des gains boursiers pour honorer leurs traites ne peuvent plus rembourser leurs emprunts, de nombreux créanciers (courtiers, banquiers, entrepreneurs) se trouvent poussés à la faillite.

Ce krach s'est produit dans un contexte économique très précaire (surproduction qui a entraîné une baisse des prix, donc des pertes pour les entreprises qui licencient massivement). La surproduction frappe également l'agriculture et pousse à la ruine de nombreux paysans.

Les responsables politiques et économiques (de la Fed qui est la réserve fédérale américaine) jouent la carte libérale : ils décident de ne pas investir et la crise ne cesse de causer de gros dégâts. Si le fond de la récession est atteint en 1932, la reprise qui se manifeste à partir de 1933 est lente et difficile, et ce n'est qu'avec la Seconde Guerre mondiale que l'économie américaine retrouvera le chemin de la croissance et du plein-emploi.

C ...qui s'étend à l'échelle mondiale

En cinq ans, de 1929 à 1933, la dépression a détruit les trois piliers principaux de l'économie mondiale : la production, le commerce international des produits et des capitaux, le système monétaire international.

Entre 1929 et 1932, le commerce mondial diminue du quart en volume et de près des deux tiers en valeur du fait de la baisse des prix.

Une des premières conséquences de la crise de 1929 sera pour les États de tenter de limiter les exportations afin de protéger leurs productions nationales : on parle alors de protectionnisme : or, cette politique étant appliquée par de nombreux États, elle n'a pour autre conséquence que d'aggraver la situation. Dans ce processus, il faut également tenir compte des structures du commerce mondial des années 1920 : celui-ci est dominé par une division internationale du travail, héritée du XIXe siècle et de la colonisation. Dans cette division internationale du travail, les pays développés exportent des produits industriels vers les « pays coloniaux » d'où ils importent des produits primaires. Toute récession de l'économie capitaliste se traduit donc par une baisse des importations des produits de base et surtout par l'effondrement de leurs prix, effondrement qui entraîne la chute des importations de ces pays et donc des exportations des produits industriels des pays capitalistes.

L'effondrement du crédit international vient aggraver les effets de la crise commerciale. Rendus méfiants par le krach de Wall Street, les détenteurs de capitaux placent leurs avoirs en valeurs sûres, notamment en or, et restreignent fortement leurs prêts. Les prêteurs américains interrompent leurs exportations de capitaux et cherchent au contraire à rapatrier leurs placements antérieurs pour reconstituer leurs fonds propres mis à mal par la crise. Les États-Unis avaient placé de nombreux capitaux en Allemagne et en Autriche : aussi, lorsqu'ils rapatrient leurs capitaux, c'est toute l'Europe et au premier plan l'Allemagne qui en souffre. Les allemands apprenant que des banques se déclarent en faillite se ruent dans leurs agences bancaires mais il est trop tard. Lorsque les pays voisins apprennent ce qu'il se passe en Allemagne, ils se précipitent à leur tour dans leurs banques comme c'est le cas en Grande Bretagne. Certains pays décident de dévaluer leur monnaie nationale, ce qui entraîne une forte inflation (pour l'inflation pensez à l'exemple de la crise financière du Liban et la dévaluation de la livre libanaise). Notons par ailleurs, la situation de l'URSS qui est dans la planification imposée par Staline (souvenez-vous des plans quinquennaux et de la collectivisation) et qui est très tournée sur son marché intérieur. Elle ne subit qu'à la marge les effets dévastateurs de la crise de 1929 car son économie est très peu intégrée à l'économie mondiale.

Spécialité SES

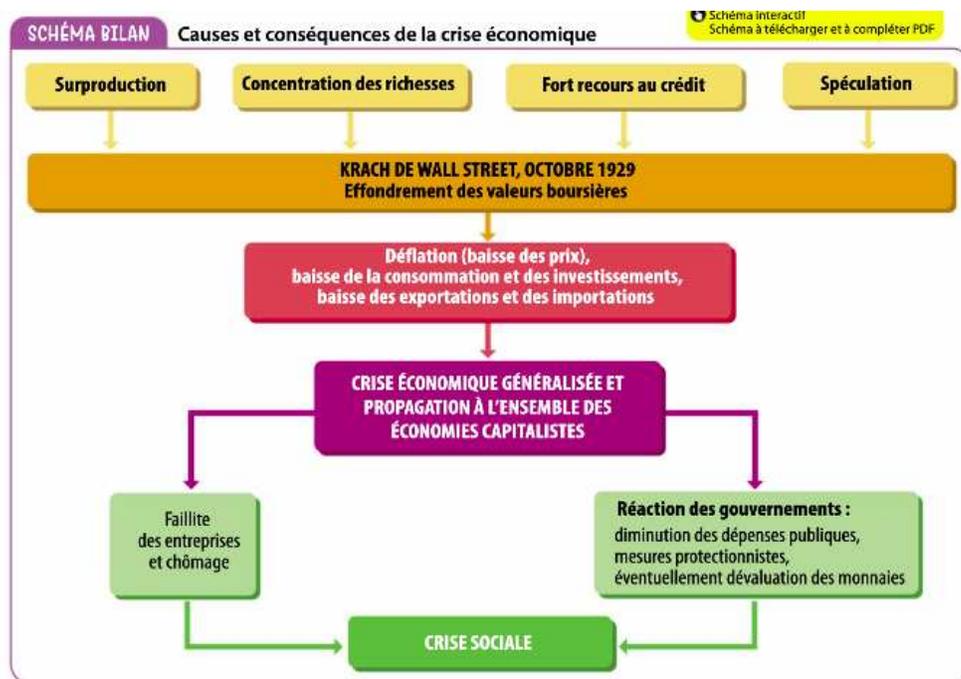
Réflexion autour
du GRAND ORAL

D De profondes conséquences sociales.

La crise est marquée par l'émergence du chômage de masse. Les nombreuses faillites et la concentration du commerce international entraînent une hausse brutale des licenciements : le nombre de travailleurs sans emploi est multiplié par 10 aux États Unis de 1929 à 1933 : 4 millions en 1930, 8 millions en 1931 et 12 millions en 1932, soit plus d'un quart de la population active américaine. Cette situation va perdurer jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Le chômage devient aussi endémique en Europe : en 1931, 2,7 millions de travailleurs sont privés d'emploi au Royaume-Uni ; 4,6 millions en Allemagne. Seule la France semble faire d'abord exception, avec 55000 chômeurs en 1931.

Les politiques déflationnistes aggravent les conséquences du chômage. Des "marches de la faim" sont organisées comme à Détroit en 1932. Les bidonvilles se multiplient dans les grandes métropoles signe d'une paupérisation sans précédent de la population.

Dans les pays d'Amérique latine, cette crise déstabilise l'ensemble de la société. En effet, la baisse des importations américaines provoque une profonde crise économique dans cette partie du monde. Ces pays vivaient surtout des exportations de matières premières. Avec la surproduction et la mise en place des politiques protectionnistes des pays riches, les cours des matières premières s'effondrent et certains états ripostent en nationalisant certains secteurs comme le pétrole au Mexique. Mais le sous-continent américain va aussi connaître de graves troubles politiques : une des conséquences de cette crise va être la montée en puissance des régimes autoritaires, qui arrivent souvent au pouvoir par le biais d'un coup d'état.



2 De lourdes conséquences sociales, des réactions diverses

A. La société américaine en crise

Avec la crise économique on assiste donc une explosion du nombre de chômeurs : de 1,5 million de chômeurs en 1929 (3% de la population active), on passe à 12 millions en 1932 (25% de la population active). Le chômage n'est alors pas indemnisé, et devient rapidement synonyme d'extrême pauvreté. On assiste ainsi au développement d'une misère sans précédent.

Les agriculteurs sont parmi les plus durement touchés : littéralement ruinés par l'effondrement des cours agricoles, ils sont contraints de céder leur terre pour rien afin de tenter de faire face à leurs charges d'endettement. Des bidonvilles apparaissent aux abords des grandes villes américaines ; ils sont nommés par dérision « Hoovervilles » du nom du président américain Hoover jugé responsable en partie de la situation.

Pour comprendre les premières réactions, il faut se replacer dans le contexte de l'époque. Pour la plupart des hommes politiques, et ils suivent en cela les économistes libéraux, les crises sont des « purges » qui doivent permettre au capitalisme de repartir, et une intervention marquée de l'État n'est pas nécessaire, voire indésirable.

Hoover est passé à la postérité comme le président qui a eu une attitude attentiste, incarnant le slogan « la prospérité est au coin de la rue » (1930) : il est convaincu que le rôle de l'État est limité et qu'il ne peut se substituer à l'initiative privée mais seulement l'encourager.

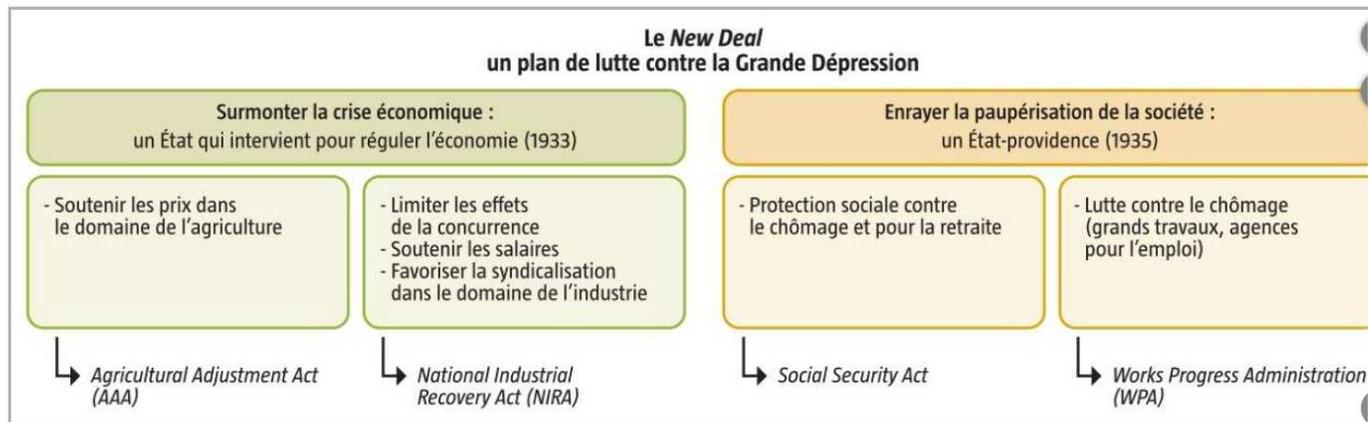
L'ampleur de la crise déboussole les économistes libéraux, et une intervention plus systématique de l'État pour faire repartir la machine apparaît nécessaire. Ces interventions peuvent a posteriori être interprétées comme l'amarce de politiques keynésiennes. Cependant, si à l'époque Keynes défend déjà les idées de relance par des dépenses publiques, la théorie keynésienne n'est pas encore formulée (la Théorie générale date de 1936).

Les politiques de Hoover n'arrivant pas à venir à bout d'une crise qui s'aggrave, les électeurs désignent en 1932 à la présidence un homme nouveau, le démocrate Franklin D. Roosevelt. Il propose aux américains le « New deal ». Celui-ci repose sur les mesures prises au printemps 1933. En cent jours, quinze lois sont votées qui réorganisent le secteur bancaire, agricole et industriel. Dans le secteur bancaire, il s'agit surtout d'acter la stricte séparation entre les activités de banques de dépôts et de banques d'affaires. Dans le domaine agricole c'est le vote de l'Agricultural Adjustment Act qui avait pour but de restreindre la production agricole pour lutter contre la chute des cours : les agriculteurs qui baissaient leur production recevaient en contrepartie des aides de l'État.

Dans le domaine industriel, le vote du NIRA (National Industrial Recovery Act) a pour but de favoriser la relance en donnant de nouvelles bases à la concurrence. Ce texte prévoyait que les différentes industries établiraient des codes de concurrence loyale dans lesquels elles pourraient fixer des prix minimums et des quantités de production, les ouvriers bénéficiant de salaires minimums, la durée du travail étant limitée et le travail des enfants étant interdit. Face au chômage de masse, des mesures d'aide aux chômeurs sont prises, mais on assiste surtout au début de la politique de grands travaux avec la création de la Civil Work Administration (CWA) chargée de faire des travaux en embauchant des chômeurs.

Le second New Deal qui se met en place à partir du printemps 1935 traduit l'émergence de nouveaux axes qui sont le développement des grands travaux et l'utilisation systématique du déficit budgétaire, l'ébauche de l'État-providence, mais aussi la confirmation du rôle reconnu aux syndicats et à la négociation collective. De plus, le Social Security Act du 15 août 1935 crée un système de sécurité sociale aux États-Unis, ce système est (et restera) beaucoup plus embryonnaire que dans les pays d'Europe puisqu'il ne couvre que la vieillesse et le chômage et exclut certaines catégories (domestiques, salariés agricoles).

Le bilan du New Deal en 1939 apparaît mitigé ; il est vrai que de 1932 à 1939 la reprise est indéniable : le revenu national a plus que doublé, l'indice de la production a presque doublé et de nombreux travaux ont notablement amélioré l'infrastructure du pays. Mais si on compare à 1929, le PNB est à peine supérieur, et le chômage reste élevé.



B. En France l'expérience inédite du Front populaire

La victoire du Front populaire en 1936 s'explique à la fois par un rejet de la menace fasciste en France et par l'aspiration de la population à des réponses sociales à la crise.

Le programme du Front populaire, appliqué par le gouvernement de Léon Blum à partir de juin 1936, était fondé sur l'idée qu'il fallait relancer l'activité économique en privilégiant la relance de la consommation par une hausse du pouvoir d'achat, en particulier grâce aux 40 heures qui en s'accompagnant d'un maintien du salaire devaient se traduire par des embauches et une hausse du pouvoir d'achat global des salariés. Les mouvements de grève de juin 1936 aboutissent :

- Juin 1936 : les accords Matignon- aux accords de Matignon qui se traduisent par des hausses de salaire de 7 à 15%, mais surtout par la reconnaissance par le patronat du fait syndical et du droit à la négociation collective (création des délégués du personnel pour les entreprises de plus de 10 salariés).
- Au vote par le Parlement d'une série de lois sociales, présentées par le président du Conseil et qui vont plus loin que le programme de départ : lois sur les conventions collectives, les congés payés (15 jours/an), la semaine de 40 heures (au lieu de 48). En outre, l'intervention de l'État se solde par des nationalisations (naissance de la SNCGF en 1937), et un programme (timide) de grands travaux est prévu dans le budget de 1937.

Ces mesures ont donné des résultats économiques mitigés (pas de reprise économique). La diminution du chômage qui se produit est réelle mais lente. Si le bilan économique apparaît décevant, le bilan social est plus convaincant ; en effet, les réformes sociales initiées seront complétées en 1945 et cette nouvelle donne jouera un rôle clé dans refondation républicaine et la croissance de l'après-guerre.



DM n°1 à rendre sur le Front populaire

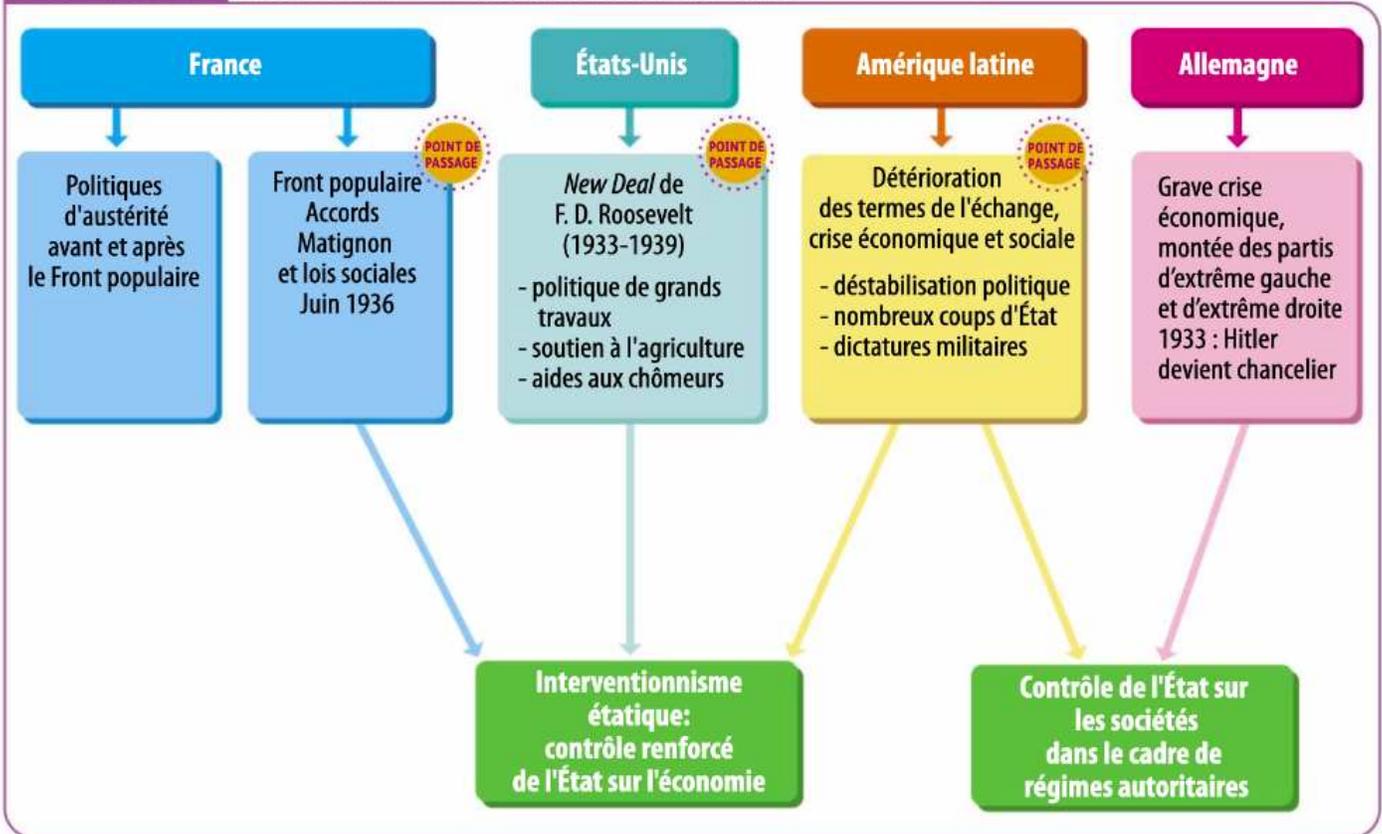
C Montée des politiques d'indépendance dans les régimes autoritaires.

En Allemagne, le patronat cherche à répondre à la crise en réclamant un gouvernement dirigé par un "homme fort". Des hommes d'affaires comme Thyssen soutiennent le Parti national-socialiste ouvrier allemand (NSDAP), qui obtient 33% des voix aux élections législatives de 1932, et son chef, Hitler, qui devient chancelier le 30 janvier 1933. Une politique protectionniste et d'autarcie est alors mise en place.

Dans d'autres régions du monde, comme en Amérique latine, les réponses à la crise, bien que diverses, passent souvent par un renforcement du rôle de l'État en matière économique et sociale, mené par des leaders populistes. Face à la dégradation des termes de l'échange, certains pays, pour sortir de la crise et diminuer leur dépendance vis à vis de l'extérieur, développent une politique d'industrialisation par substitution aux importations. Il s'agit de produire localement des biens traditionnellement importés des pays développés. Ce processus est rendu possible grâce à l'épargne interne générée par le secteur exportateur de matières premières : si, les pays deviennent autonomes pour répondre à la demande intérieure sans dépendre de l'extérieur.

Schéma interactif
Schéma à télécharger et à compléter PDF

SCHÉMA BILAN Les réponses des États à la crise économique



John Maynard Keynes
(1883-1946)

Économiste britannique, il défend l'intervention de l'État pour assurer le plein emploi par une politique fiscale et monétaire favorisant la relance par la consommation, afin d'enrayer les effets de la crise économique de 1929. Il est nommé gouverneur de la Banque d'Angleterre et a théorisé des idées qui rejoignent celles du *New Deal* de Roosevelt. Il participe également à la réorganisation du système monétaire international à Bretton Woods en 1944.

Vocabulaire

- **action** : titre de propriété négociable d'une partie du capital d'une société anonyme.
- **banque d'investissement** : établissement de crédit opérant des placements de produits financiers (actions, obligations, etc.) sur les marchés boursiers avec des prises de risque souvent très importantes.
- **dépression** : phase de réduction de l'activité économique qui entraîne une baisse de la demande, de la production et des revenus et une montée du chômage.
- **Dow Jones** : indice créé à la fin du XIX^e siècle indiquant la valeur des trente premières entreprises cotées à la Bourse de New York.
- **krach boursier** : chute soudaine et violente du cours des actions dans une bourse.
- **spéculation** : achat d'un bien en vue de réaliser un gain lors de sa revente.